

# La France face au piège rwandais

**Les rebelles du Front patriotique rwandais menacent d'envahir la zone de protection humanitaire contrôlée par l'armée française si la France ne lui livre pas les auteurs des massacres qui y ont trouvé refuge. Le pont aérien humanitaire a été suspendu en raison de tirs de mortiers sur l'aéroport de Goma (Zaire), qui ont provoqué indirectement la mort de cinquante et un réfugiés.**

Le Front patriotique rwandais a menacé dimanche, d'envahir la zone de protection mise en place par la France dans le sud-ouest du Rwanda si les forces françaises ne lui livraient pas les auteurs des massacres qui y ont trouvé refuge. « Y pénétrer est notre ambition à moins que les Français ne livrent les criminels, a dit le porte-parole du F.P.R., le commandant Wilson Rutysira, à des journalistes à Kigali. Si les Français les arrêtent et les livrent, nous n'aurons pas besoin de faire mouvement [dans la zone protégée] », a-t-il ajouté.

Un « accrochage », le second en deux semaines, entre forces du F.P.R. et militaires français s'est produit hier soir à trois kilomètres à l'intérieur de la zone de sécurité, a indiqué un officier français qui « craint les provocations ». Le président du gouvernement hutu, le Premier ministre et d'autres responsables en fuite, se sont réfugiés à Cyangugu, la principale ville de la zone de protection instaurée par les soldats de l'opération Turquoise.



Une quarantaine de réfugiés rwandais sont morts, piétinés par la foule en débandade à la suite des tirs de mortiers du Rwanda, tombés tout près de la frontière zairoise. (Photo A.F.P.)

Devant la gravité de cette situation, une cellule de crise, regroupant des représentants de l'Élysée, de l'armée et des ministères concernés, s'est réunie hier soir au Quai d'Orsay à Paris. La France a décidé de protester contre les bombardements de Goma au Zaire qui mettent en péril, selon elle, le déroulement de l'action humanitaire et contre les menaces de

pénétration du F.P.R. dans ce pays. En effet, si le F.P.R. met sa menace à exécution, les forces françaises seront directement impliquées dans le conflit.

Par ailleurs le Haut Commissariat aux réfugiés (H.C.R.) a annoncé hier soir la suspension du pont aérien du programme alimentaire mondial (P.A.M.) destiné à sauver de la

famine les centaines de milliers de réfugiés rwandais qui fuient l'avancée du F.P.R. A la suite de tirs de mortiers ayant touché les abords des pistes de l'aéroport de Goma (Zaire), base de l'opération Turquoise, le porte-parole du H.C.R. indiquait hier soir que ces vols ne reprendront que si la sécurité était rétablie.

Au moins cinquante et une

personnes ont été tuées dimanche soir à Goma, selon des sources zairoises. Parmi les victimes, figurent quarante réfugiés rwandais morts « piétinés » par la foule en débandade à la suite des tirs de mortiers tirés du Rwanda, tombés à 200 mètres de la frontière zairoise. La pénurie s'est emparée des milliers de réfugiés qui continuent d'af-

fluer sous les tirs de mortiers en provenance de la ville de Gisenyi, prise hier par les forces du F.P.R. Ces réfugiés sont mis à couvrir dans un chemin pentu, tombant les uns sur les autres. Neuf autres personnes ont été « tuées » par des obus dans une église et deux autres à l'aéroport de Goma.

Les deux premiers avions du pont aérien humanitaire s'étaient posés dimanche après-midi sur l'aéroport zairois de Goma. Il s'agit de deux Boeing 707 chargés chacun de 40 tonnes de maïs. Un appareil de la Croix-Rouge avait déposé 17 tonnes de bâches plastiques destinées à la protection des réfugiés.

« Seul un cessez-le-feu peut éviter un désastre humanitaire, a averti hier soir le haut commissaire pour les réfugiés à Genève. Il n'y a aucun moyen pour des organisations humanitaires de maîtriser un afflux de cette taille et de cette rapidité — une solide marée humaine de 25 kilomètres de long — s'il n'y a pas un cessez-le-feu immédiat et si ces réfugiés ne reçoivent pas l'assurance de pouvoir rentrer — ou rester chez eux — en sécurité », a-t-il expliqué.

(A.F.P., Rوتر.)

► **Un nouveau président de la République.** — Un haut responsable du Front patriotique rwandais (F.P.R.), Pasteur Bizimungu, a été nommé, hier soir à Kigali, président de la République du Rwanda, a annoncé le F.P.R. Pasteur Bizimungu, âgé d'une quarantaine d'années, a été choisi pour une période de cinq ans par « consensus » du bureau politique du F.P.R. Les forces politiques appelées à participer au gouvernement d'unité nationale ont donné leur accord.

## ITALIE

# Le gouvernement de Berlusconi au bord de l'éclatement

**Le gouvernement italien risque l'éclatement à la suite de la menace de démission du ministre de l'Intérieur pour protester contre le décret-loi qui limite le pouvoir d'incarcération des juges anticorruption**

Rome. — Dominique Dangles

« Le président du Conseil et le ministre de la Justice m'avaient garanti que les corrompus ne sortiraient pas de prison. Ils m'ont trompé. Ce décret est un piège dans lequel je suis tombé. J'en assume la responsabilité. Je présente ma démission. » Roberto Maroni, vice-président du Conseil italien et ministre de l'Intérieur, a présenté hier sa démission, faisant éclater une grave crise dans le gouvernement de Silvio Berlusconi. Une démission qui n'est pas encore certaine car le ministre de l'Intérieur a soumis, en dernier ressort, la décision de sa démission au Conseil fédéral de la Ligue du Nord, son propre parti et l'un des trois membres de la

coalition gouvernementale. Mais l'ambiance n'est pas à la conciliation. Dans ce bras de fer qui oppose la Ligue du Nord à Forza Italia, le parti du Premier ministre, Silvio Berlusconi a choisi les manières fortes en exigeant hier soir que son ministre de l'Intérieur démissionne par écrit les propos qu'il avait tenus ou bien qu'il se démette.

### Vers la chute du gouvernement ?

« Les démissions se présentent au président du Conseil et non à son propre parti », a déclaré Berlusconi. Les rites tribaux de l'ancien régime ne sont plus admissibles. « En quelque sorte, s'il ne se soumet pas, Maroni ne sera plus démissionnaire... mais démissionné. Et nul doute que si Roberto Maroni quitte le gouvernement, les deux autres ministres légués le suivront. Ce serait la chute du gouvernement. Silvio Berlusconi se trouve de plus en plus isolé, car son plus fidèle allié, Gianfranco Fini, le leader d'Alliance nationale, demande lui aussi que le décret soit retiré par le gouvernement et transformé en projet de loi. Mais le président du Conseil ne semble

pas disposé à céder. « Forza Italia n'avait pas d'autre solution, explique d'une façon très polémique Roberto Maroni. Ils ont agi par réflexe d'autodéfense parce que le pool de *mani pulite* avait repris ses enquêtes, notamment sur la corruption au sein de la police financière. Ils ont fait ce décret pour empêcher les magistrats d'arriver à une cible beaucoup plus haute. »

Paroles terribles dans la bouche d'un ministre de l'Intérieur, si on se souvient que la Fininvest est au cœur de plusieurs enquêtes. Que le frère de Silvio Berlusconi a été arrêté il y a quelques mois, que les magistrats ont demandé l'arrestation de Marcello Dell'Utri, numéro trois de la Fininvest, et que Gianni Letta, lui aussi un ex-dirigeant du groupe de Berlusconi, et qui est maintenant secrétaire de la présidence du Conseil, est mis en examen. En attendant l'évolution de la crise politique, les premières mesures du décret se font sentir. En quarante-huit heures, 1 051 inculpés qui étaient en prison en attente de jugement ont été libérés, libérations mouvementées pour certains prisonniers célèbres qui sont sortis sous les injures de centaines d'Italiens qui les attendaient aux portes des prisons.

## EMEUTES

# Arafat : des affrontements « inacceptables »

Le chef de l'O.L.P., Yasser Arafat, a qualifié de « très graves et inacceptables » les affrontements qui ont opposé dimanche les militaires israéliens à des ouvriers palestiniens au point de passage d'Erez, entre la bande de Gaza autonome et Israël. Deux Palestiniens ont été tués et soixante-quinze blessés dans ces affrontements, les plus graves depuis l'entrée en vigueur de l'autonomie dans la bande de Gaza et à Jéricho (Cisjordanie), en mai.

« Ce qui s'est passé aujourd'hui est très grave, c'est une atteinte à la vie des personnes, que l'Autorité palestinienne rejette », a déclaré M. Arafat lors d'une visite aux blessés à l'hôpital Chifa, plus grand centre hospitalier dans la bande de Gaza. Les deux Palestiniens tués, Ryad Ibrahim Yassine, vingt-quatre ans, de Khan

Younès, et Yasser Mohammad Solitane, vingt-cinq ans, de Jabaliya, ont été inhumés dans l'après-midi dans le calme en présence de plusieurs centaines de personnes. Seuls quelques appels à la vengeance ont été lancés depuis l'assistance.

### L'Etat hébreu « responsable »

Le porte-parole de M. Arafat, Majouane Kanafani, a indiqué que l'Autorité palestinienne va tenter avec Israël de trouver des solutions au problème des ouvriers de la bande de Gaza. Il a rejeté sur l'Etat hébreu « la responsabilité des affrontements », liés, selon lui, aux « effets de vingt-sept ans d'occupation qui ont détruit l'infrastructure économique » de la bande de Gaza. Plus de la moitié de la population active de ce territoire de 800 000 habitants est au chômage.